

### DECLARATION FSU – CDEN DU 4 JUIN 2013

Cette année scolaire 2013 se termine pour la majorité des personnels du second degré, majorité que nous représentons-nous ne reviendrons pas sur le premier degré, cela a été fait il y a une semaine- par non seulement des attentes déçues mais aussi des inquiétudes vives quant à l'année à venir.

Des attentes fortement déçues tout d'abord parce que même si tout ne peut être ni réparé ni amélioré en un an, nombre d'orientations prises ne correspondent ni aux besoins des élèves, ni aux revendications de la majorité des personnels. Pas de remise en cause de l'usine à cases du Livret Personnel de Compétences contrairement aux engagements présidentiels, pas d'abandon du dispositif Eclair alors qu'il introduit une Ecole à plusieurs vitesses, contraire aux engagements républicains, maintien de la réforme Chatel en lycée avec des dysfonctionnements innombrables dans les nouvelles épreuves de LV au bac, instaurant de fait une inégalité de traitement des candidats face à l'examen, incompatible avec les valeurs républicaines...la liste n'est malheureusement pas exhaustive.

Des inquiétudes vives aussi suite au vote de la loi de Refondation car celle-ci ne remet non seulement pas en cause les réformes qui nous ont été imposées ces dernières années et qui sont condamnées majoritairement par les personnels, mais elle confirme le tournant idéologique entamé avec le gouvernement précédent, voire va beaucoup plus loin. C'est le cas pour l'orientation qui serait régionalisée et soumise à l'adéquationnisme local, ou encore pour l'offensive en règle contre l'unité du second degré et plus particulièrement contre celle du collège, avec la création d'un cycle regroupant le CM1, le CM2 et la 6ème, accompagné d'un conseil pédagogique primaire-collège. La FSU s'oppose à cette mise en place et se mobilisera en conséquence. Quant au texte sur le parcours artistique, il réaffirme lui aussi le conseil école-collège, la territorialisation de l'enseignement et l'annualisation des horaires, ce qui n'est pas acceptable. Dans ce contexte, le rapport de la Cour des Comptes, publié la semaine dernière sonne comme une véritable provocation, d'abord par la remise en cause des postes rétablis mais aussi par l'énumération de recommandations que le gouvernement précédent n'aurait pas reniées. La FSU sera présente pour s'y opposer et empêcher la casse du Service Public de l'Education Nationale.

La rentrée 2013, elle, malgré le rétablissement d'un certain nombre de postes- étrangement peu dans notre département- sera difficile pour nombre d'écoles et d'établissements. La disparition d'un certain nombre d'AED viendra s'ajouter à l'accroissement des effectifs et à la diminution de l'offre d'enseignement, notamment en langues vivantes, puisque là aussi, le choix a été fait de poursuivre la politique de raréfaction du gouvernement précédent au mépris de l'avenir des jeunes du département –faut-il rappeler qu'un jeune Espagnol sur deux est condamné à un chômage de longue durée? L'Education prioritaire et les élèves en grande difficulté connaîtront une nouvelle dégradation de leurs conditions d'enseignement. Les crédits d'Etat seront toujours en baisse et insuffisants pour la 2<sup>ème</sup> année pour faire face à l'achat des manuels scolaires. Dans plusieurs collèges restés sans manuels de 3eme, les élèves et leurs professeurs attendent avec inquiétude les nouvelles épreuves du DNB. Dans ce contexte, la circulaire ministérielle incitant à limiter les fournitures scolaires au minimum apparaît comme une opération de communication, qui pourrait laisser penser que le coût de la rentrée est imputable aux personnels. Or ce ne sont pas eux qui mettent en œuvre l'austérité. En outre une grave incertitude persiste quant à une très forte baisse des fonds sociaux pour le second degré. Les conditions d'organisation matérielle du DNB dans le département sont également inacceptables pour plusieurs collèges, compte tenu à la fois de l'éloignement du centre d'examen et du coût induit par le repas dans un établissement privé, qui renchérit de 4 euros par élève le coût habituel. En fin en ce qui concerne la formation des maîtres nouvelle formule tant espérée, là encore, c'est non seulement une usine à gaz – à ce jour presque tout est encore inconnu- mais également très loin des promesses de campagne... En un mot, il est plus qu'urgent que les pouvoirs publics prennent la mesure des besoins des élèves et des attentes des personnels. Y compris pour ces derniers en ce qui concerne les salaires et les retraites.

Quant à la partie Département de ce CDEN, nous ne pouvons que regretter solennellement l'absence de documents préparatoires alors que Mme la Vice –Présidente s'était engagée lors du CDEN du 21 juin 2012 à nous les communiquer largement en amont. Considérer que les représentants du CDEN n'ont pas de travail préparatoire à effectuer sur les questions relevant des compétences du

département, c'est faire du CDEN une chambre d'enregistrement et nier son fonctionnement démocratique.

En revanche ,nous nous satisfaisons que la FSU (par l'intermédiaire de son représentant SNEP) ait été enfin reçue par la direction des sports du CG62 pour présenter le travail engagé concernant les équipements sportifs et l'enseignement de l'EPS et du Sport Scolaire. Il s'agit d'une avancée positive mais il sera nécessaire de prolonger ce travail en y associant plus étroitement et régulièrement les représentants de la profession ainsi que les autres protagonistes au niveau départemental.

Nous souhaitons enfin exprimer dans cette instance notre soutien aux salariés des compagnies de bus qui ont perdu leur emploi ou sont en passe de le perdre suite à la nouvelle attribution du marché des transports scolaires. Si le prix est certes important pour la collectivité, il ne peut, pour nous, représenter 80% de l'appel d'offre ; celui-ci devrait prendre en compte d'autres critères comme l'emploi local, la proximité ou la pollution...Faut-il rappeler que les chauffeurs de bus concernés sont aussi les parents de nos élèves ? De telles décisions ne peuvent que jeter le désarroi au sein de l'ensemble de la communauté éducative et provoquer de vives réactions.